

# **Etat espagnol : le dilemme de Podemos - « Podemos court le risque d'être une sorte de nouvelle Izquierda Unida »**

vendredi 4 septembre 2015, par [ESCUADERO Rafael](#) (Date de rédaction antérieure : 2 septembre 2015).

Sommaire

- [Podemos et le PSOE](#)
- [Qui des candidatures « d'unité](#)

Depuis sa naissance, Podemos a prêté beaucoup d'attention aux sondages d'opinion successifs qui ont été publiés au sujet de ses possibles résultats électoraux. Ce n'est pas un hasard dans la mesure où une grande partie des personnes qui composent son cercle dirigeant sont formées avec sérieux, rigueur et professionnalisme dans ce domaine de la recherche. Au vu de ces données, il n'est donc pas surprenant qu'au sein de ce cercle une certaine préoccupation soit apparue. En effet, la dernière enquête du CIS [Centro de investigaciones sociológicas, rattaché au ministère de la Présidence] place Podemos face à un dilemme compliqué.

S'il y a bien une chose que les résultats de cette enquête indiquent clairement, c'est la fin de la stratégie désirée de prendre « d'assaut le ciel » [1]. Selon le CIS [enquête réalisée en juillet], Podemos obtiendrait 15,7% des suffrages. Un résultat manifestement insuffisant - même si l'on tient compte de la « cuisine » que le CIS aurait pu réaliser pour manipuler les données - afin de prendre démocratiquement le pouvoir [plus exactement accéder au gouvernement...] et initier ce processus constituant avec lequel Podemos a enthousiasmé les gens à ses débuts. Peut-être que la nécessité d'un tel processus n'a pas été expliquée suffisamment, ou peut-être que l'on s'est éloigné de ce dernier trop rapidement.

Quoi qu'il en soit, il reste encore beaucoup de pédagogie et de travail collectif pour atteindre cette hégémonie [terme fréquemment utilisé par ce même noyau dirigeant] qui, le cas échéant, permettrait d'ouvrir les cadenas du régime de 1978 [terme générique servant à désigner les institutions, les accords de la Moncloa de 1977 - dans le domaine des relations de travail - ainsi que la Constitution adoptée cette année-là, ce qui renvoie à la Transición].

Le scénario d'une victoire électorale étant donc écarté, il reste à Podemos à scruter de près le paysage. Ce dernier fait apparaître la possibilité perturbante d'un nouveau gouvernement du Parti populaire (PP) : non pas en solitaire [2], mais avec le soutien - ainsi que cela s'est produit suite aux élections à la Communauté autonome de Madrid [en mai 2015] - de Ciudadanos (sans exclure, de plus, étant donné l'expérience historique, celui de ses vieux amis nationalistes [3]. Si cette possibilité devait se réaliser : « *on éteint et on y va* », comme dirait un puriste. Un nouveau gouvernement PP supposerait, outre le couronnement de ses politiques libérales dans le domaine économique et « fascistes » dans le social, un coup très fort pour cette partie de la population qui aspire à bâtir une démocratie plus participative, égalitaire et juste. Un coup qui coûtera sans aucun doute beaucoup pour s'en remettre tant en termes de moral, d'idéologie que d'organisation.

La deuxième possibilité passe par un nombre élevé de suffrages en faveur du PSOE qui, ajouté au

soutien de Podemos, lui permettrait de former un gouvernement. Cette situation place la jeune formation devant un dilemme difficile à résoudre : sans aucun doute plus compliqué que celui auquel elle faisait face jusqu'à maintenant et qui marquera son avenir de manière irrémédiable. Moins de deux ans après sa fondation [en janvier 2014], Podemos - un parti né non seulement avec pour vocation de gagner, mais de donner un coup de pied à l'échiquier politique et même de provoquer un mouvement des plaques tectoniques - doit décider de la gouvernabilité du pays et, ainsi, permettre ou empêcher le gouvernement d'un des forces du régime, du bipartisme, de la restauration postfranquiste : l'ambivalent et ambigu PSOE .

Les débuts idéologiques de Podemos ont été caractérisés par une stratégie à succès mettant en parallèle le PSOE et le PP. Une telle stratégie se fondait sur la mise en avant de messages peu nombreux mais puissants. Le premier : leurs dirigeants respectifs jouèrent un rôle décisif dans la création du régime de 1978 et, donc, de la caste qui a remporté les postes de pouvoir dans ce pays depuis lors. Le deuxième : ce régime s'est consolidé grâce à des accords et des politiques communes signées entre les deux grands partis. Le troisième : l'enchevêtrement institutionnel est une cause directe de la crise qui nous accable. Les deux partis sont, donc, complices d'une situation que seul Podemos est en mesure de renverser.

## Podemos et le PSOE

Dans la perspective de ces élections générales, la stratégie a cependant changé. Les messages envoyés sont différents : des dirigeants de Podemos se montrent ouverts à des accords avec le PSOE [4], des personnes proches [l'avocat Gómez Benítez] de ce parti se trouvent sur les listes [fermées présentées par Pablo Iglesias lors de primaires] de Podemos ou, encore, son numéro 1 [Pablo Iglesias] fait publiquement l'éloge de la Transición dans un endroit aussi emblématique pour les partisans du régime de 1978 qu'est la tribune dominicale du quotidien *El País* [le 17 juillet 2015]. Tous ces clin d'œil laissent penser que Podemos appuiera de son vote - ou permettra grâce à son abstention, ce qui, à cette fin, revient au même - un éventuel gouvernement socialiste de Pedro Sánchez.

Considérant ces lignes de forces, et sans entrer au gouvernement, Podemos aura-t-il une capacité suffisante d'influence pour que le PSOE regarde sur sa gauche dès lors qu'il s'agira de faire de la politique ? Il y a bien peu d'arguments à l'appui d'une réponse positive à cette question. Par contre, il y en a bien d'autres pour penser qu'il en ira tout différemment. L'expérience nous enseigne que, une fois au gouvernement, le PSOE fait toujours montre de son visage le plus libéral et le moins républicain. Nous avons, à cet égard, de nombreux exemples : de « l'OTAN, d'entrée NON » [5] jusqu'à la réforme expresse de l'article 135 de la Constitution [adopté, avec les voix du PP, en août 2011, alors que le PSOE était encore au gouvernement, il fixe comme priorité le paiement de la dette], en passant par ses politiques budgétaires, territoriales ou universitaires ainsi qu'à ses pratiques institutionnelles en matière de nomination des charges publiques - une simple réparation de postes - au Tribunal Constitutionnel, au CGPJ [Conseil général du pouvoir judiciaire], au Défenseur du peuple [l'ombudsman], etc.

En outre, il ne s'est pas encore écoulé suffisamment de temps pour évaluer la situation créée suite aux dernières élections autonomes [mai 2015] où Podemos a permis la formation de gouvernements comme celui du socialiste - et fils politique de José Bono, soit ancien ministre de la défense, entre 2004 et 2006 - Emiliano García-Page en Castille-La Manche. Voilà qui est regrettable. Car cela nous empêche de disposer d'un panorama plus clair afin de savoir si cet appui ponctuel est utile pour mener des politiques dites de gauche ou, ainsi que cela est arrivé à des multiples reprises à Izquierda Unida (IU), tout cela se réduit à néant.

En ce sens, Podemos court le risque d'être une sorte de nouvelle IU - formation libérée, peut-être, du lest [histoire du PC, de ses alliances, etc.] qui marque IU -, mais Podemos se limiterait à devenir une béquille du PSOE, ce qui comporte aussi peu d'intérêts politiques qu'électoraux. Ce rôle déplairait à nombre d'électeurs de Podemos. L'expression consacrée « être Gros Jean comme devant » se vérifiera-t-elle ?

### **Qui des candidatures « d'unité populaire » ?**

Les interrogations ne s'arrêtent pas ici. Une hypothétique candidature d'unité populaire - rendant possible une chose relevant autant du sens commun qu'il n'y a qu'un seul bulletin à gauche du PSOE - permettrait-elle de sortir de ce scénario ? Devant le manque d'indices clairs permettant de répondre positivement, Podemos brandit son potentiel électoral et résiste à favoriser une telle candidature tant que celle-ci ne s'articule pas autour de son image, de la dénomination de la « marque » à la composition de ses listes en passant par la composition du futur groupe parlementaire. Actuellement, le maximum qui a pu être écouté en provenance de ses rangs consiste en des offres à caractère individuel adressées à telle ou telle personne en vue de les incorporer sur ses listes ou encore des accords provinciaux ou à l'échelle des communautés autonomes [6].

Il est bien sûr quelque peu incohérent de plaider, d'un côté, en faveur de ces accords de caractère territorial et non d'un accord à l'échelle de l'Etat étant donné la nécessité de reconnaître les différences et les particularités régionales ou nationales et, de l'autre, articuler un modèle de primaires - ainsi que l'a fait Podemos - à partir d'une liste de candidature unique et centralisée au Congrès des députés. Une liste qui, soit dit en passant, semble être un hommage à la figure de « cunero » [terme qui désigne l'inscription de candidats dans des circonscriptions qui ne leur correspondent pas, plus largement des « combines »] propre à la politique de la Restauration [suite à l'échec de la première République, à partir de 1874-1876]. Ce type de parachutage électoral est utilisé jusqu'à aujourd'hui par le PP et le PSOE, soit précisément « cette vieille politique » contre laquelle on affirme se battre.

En résumé, et dans le cas où se confirme cette politique d'alliance, il semble quelque peu téméraire de déprécier tout le potentiel que permettrait l'addition d'autant de personnes qui, se considérant de gauche (avec toute la charge et la signification que comporte ce terme) ne se réfèrent pas au modèle organisationnel de Podemos. Les dernières élections locales et autonomes ont démontré le succès de ces candidatures de convergence. Même si cette réussite n'est pas prévisible pour les élections générales [prévues en novembre ou décembre 2015], un argument en faveur d'une unité populaire réside en ce qu'elle permettrait - en ayant à l'esprit l'avenir proche - de former des complicités, un rapport de confiance et un travail collectif entre toutes les personnes qui sentent la nécessité de changer à la racine les structures juridiques, politiques et sociales du pays.

En outre, au moyen de la réalisation de ce type de candidature, on ferait parvenir à la population un message puissant en termes d'alliances contre la caste et les partis du régime de 1978 ; partis qui sont - il ne faut jamais le perdre de vue - une cause et non une solution de la crise institutionnelle et morale présente.

Nonobstant, et même si le pari est très risqué, Podemos a tout le droit de tenter de se présenter en solitaire - à plus forte raison après avoir constaté l'échec historique de la stratégie électorale d'IU - et de développer sa propre stratégie en vue des prochaines élections générales. Mais souvenons-nous que l'exercice des droits comporte des responsabilités. Peut-être que est-ce là le vrai dilemme de Podemos.

**Rafael Escudero**

---

## P.-S.

\* Article publié le 2 septembre 2015 par le quotidien en ligne eldiario.es.

\* Traduction A L'Encontre. <http://alencontre.org>

\* Rafael Escudero est professeur de philosophie du droit à l'Université Carlos III de Madrid. Il est l'auteur de Modelos de democracia en España 1931 y 1978 . Ed. Planeta, 2013.

---

## Notes

[1] Selon la formule employée par Pablo Iglesias lors de l'assemblée constituante de Podemos au Palais de Vistalegre, à Madrid, en octobre 2014, où il affirmait que « le ciel ne se prend pas par consensus, le ciel se prend d'assaut ». Il est souvent oublié que cette formule s'attaquait aux propositions alternatives à celles, de fait, autoritaires et centralistes du noyau de la direction actuelle de Podemos. (Réd. A L'Encontre)

[2] A la suite des élections de novembre 2011, le PP, qui avait obtenu plus de 10 millions de voix, dispose d'une majorité absolue au Parlement. (Réd. A L'Encontre)

[3] Allusion au PNV, le Parti nationaliste basque et à la formation de droite nationaliste catalane, dirigée par Artur Mas, CiU, séparée de son aile démocrate-chrétienne depuis juillet. (Réd. A L'Encontre)

[4] Le secrétaire politique de Podemos, Íñigo Errejón, a déclaré le 11 août 2015 qu'il y aurait de la marge pour des accords avec « différentes forces pour autant qu'elles optent pour le changement politique ». Il a ajouté que cela dépendrait du type de PSOE auquel Podemos s'adressera : celui qui a sauvé les banques, avec lequel il serait impossible de discuter, ou celui qui « met les institutions au service de la majorité appauvrie », avec ce dernier il serait alors possible d'aboutir à une entente (El País, 11 août 2015). (Réd. A L'Encontre)

[5] Allusion au référendum de 1986 sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, mis en place par le PSOE. Il mena une très forte campagne en faveur de l'adhésion alors que lors des élections de 1982, le parti s'opposait à l'entrée de l'Espagne dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Réd. A L'Encontre)

[6] Sous prétexte de rumeurs d'une convocation aux élections générales en septembre [le gouvernement du PP peut choisir la date des élections entre novembre et décembre 2015], la direction de Podemos a organisé en juillet un référendum interne concernant la démarche à suivre en termes d'alliances pour ces élections (voir la traduction de la question posée ci-dessous), ainsi que des primaires pour déterminer les candidat·e·s que présentera Podemos. La direction a choisi de soumettre une liste unique à l'échelle nationale, fermée, composée de 65 membres choisis, « ouverte » à des personnalités non-membres de Podemos (dont le dirigeant d'un syndicat des Gardes civils dans le Pays Basque). La rapidité de la procédure, son caractère autoritaire, l'absence de pluralisme ont été fortement critiqués, notamment par 950 responsables de Podemos dans un manifeste qui a reçu plus de 8000 signatures. Les critiques appelaient autant à une modification du type de primaires qu'à l'élaboration de « candidatures d'unité

populaire » - comme le désirait un manifeste lancé par des secteurs de mouvements sociaux, des membres de IU et de Podemos intitulé Ahora en Común - à l'instar de celles qui ont permis l'accession aux mairies de Barcelone, de Madrid, de Saragosse, etc. lors des élections municipales. A ce sujet, voir sur ce site les articles : Ahora en Común et l'unité populaire. Ainsi que deux manifestes et L'immolation de Podemos ou ses primaires.

En ce qui concerne les primaires, le but de la direction de Podemos est clairement de pouvoir former une fraction parlementaire « homogène », c'est-à-dire aux ordres du noyau dirigeant. Il n'est pas impossible - avec les différences notables de situation - que l'opposition de député·e·s au sein de Syriza (Iglesias soutient Tsipras) depuis la signature des accords avec les créanciers motive cette procédure, bien que le modèle organisationnel en vigueur au sein de Podemos, au moins depuis l'assemblée constituante d'octobre 2014 à Vistalegre (Madrid), exclu le pluralisme au sein de l'organe de direction et a contribué à un désinvestissement massif des cercles locaux. La diminution de la participation interne, malgré les résultats fortement en faveur des options de la direction, autant que l'opposition interne et externe, est des indicateurs forts. Si 85% des participant·e·s au référendum interne ont voté en faveur de l'option de la direction, seulement 11,6% (44'800) des plus de 385'000 inscrit·e·s ont « cliqué » pour voter. En ce qui concerne les « primaires » internes, la participation a été un peu plus élevée : 15,7% (59'280). A celle de la direction, qui a gagné, s'ajoutaient huit autres listes. Les secteurs les plus critiques, notamment les membres d'Anticapitalistas, ne se sont pas présentés à ces élections primaires.

Il faut, en outre, comparer les chiffres de participation aux 54% des « inscrit·e·s » qui participèrent à l'adoption des documents fondateurs de Podemos en octobre 2014. Deux remarques au sujet de ces chiffres : il est certain qu'en comparaison d'autres partis la « participation » interne reste très élevée. Il est toutefois douteux de considérer comme « membres » toutes les personnes qui se sont inscrites un jour sur le site de Podemos. C'est là l'un des points centraux de clivage sur ce que certains nomment les deux « âmes » de Podemos : d'un côté, une vision de « parti-entreprise » dirigée par en haut, défini comme un « parti qui gagne » et une « machine de guerre électorale » qui est celle de Pablo Iglesias et de son entourage ; de l'autre, une un « parti-mouvement(s) » (ainsi qualifié) visant à intégrer la participation d'activistes des différents mouvements sociaux qui sont apparus dans l'Etat espagnol au cours de ces dernières années.

La direction de Podemos s'appuie sur des arguments selon lesquels Podemos s'adresse à la gente (à tous les gens), avec un discours transversal (a-classiste). Par conséquent, les « personnes normales », qui ne sont pas militantes ont un droit de participation dès lors qu'elles sont inscrites (sur le site). Le langage employé vise ainsi à disqualifier ce qui relèverait de la « vieille politique » et s'oppose à des termes considérés comme étant trop connotés à gauche au profit de dichotomies comme celles de « peuple/oligarchie », « souveraineté nationale, patrie/collaborateurs, colonie de l'Allemagne », etc.

Tout cela a, jusqu'ici, été utilisé pour décrédibiliser les critiques ainsi que pour masquer, au nom d'une hypothétique victoire électorale et d'un discours qui s'adresse y compris « aux électeurs du PP », les déplacements à droite des programmes et des propositions de Podemos. Enfin, la direction de Podemos a invariablement répondu que les critiques pouvaient être soumises à un référendum pour autant que... 35'000 signatures (le 10% des inscrit·e·s prévus par les statuts) soient réunies.

La question posée lors du référendum interne était la suivante : « Acceptes-tu que le Conseil citoyen [l'exécutif national, d'une soixantaine de membres] de Podemos, dans l'intérêt de la poursuite de la confection d'une candidature populaire et citoyenne, établisse des accords avec différents acteurs politiques et de la société civile dès lors que : 1° les accords se concluent à l'échelle territoriale (jamais au-delà de la Communauté autonome), 2° que le logo et le nom de

Podemos figure toujours en premier lieu sur le bulletin électoral, y compris si cela signifie concourir aux élections générales dans certains territoires avec des formules d'alliance (Podemos-X [X pour l'hypothétique nom du groupe ou de la coalition de l'alliance]) ? » (Réd. A L'Encontre)